THÈME : GESTION DE L'INFORMATION ET TRANSMISSIONS

DUREE

7 heures - Présentiel

OBJECTIFS

- Identifier le cadre réglementaire et législatif autour du secret
- Maitriser les bonnes pratiques professionnelles en matière de communication d'information en réseau
- Savoir situer sa responsabilité juridique et professionnelle en cas de non-respect de la confidentialité et/ou du devoir de discrétion professionnelle et/ou devoir de réserve
- Garantir le respect de la vie privée de l'usager

PROGRAMME

Les textes de référence applicable aux droits des patients / résidents concernant la confidentialité et la discrétion à l'hôpital/établissement médico-social et leur portée juridique

- Philosophie et contexte social de la loi Kouchner du 04 mars 2002
- Le secret et la confidentialité au sens du code civil, du code de la santé publique, du code pénal et du code de déontologie médicale et de l'infirmier
- Les grands principes de protection des droits des personnes et des patients concernant la confidentialité, le respect de la vie privée et la discrétion
- Les apports du nouveau dispositif et notamment en matière de secret partagé depuis la loi Touraine du 26 janvier 2016

Distinction : obligation de discrétion professionnelle et devoir de réserve

- Définition des concepts et contenu de ces obligations
- Deux obligations s'imposant à l'agent public – Loi du 13 juillet 1983 – Loi sur la déontologie du fonctionnaire du 20 avril 2016
- Impact du manquement à ses obligations professionnelles en matière de sanction disciplinaire

- Exemples jurisprudentiels

Principes généraux et étendue du secret

- Principes généraux, le secret protège le patient
- Qui est concerné ? Quelles informations ? Quelles dérogations ? Secret et tiers (expert médical, assurances …) ; secret et signalements

Le secret partagé et ses limites

- Distinction entre secret partagé et secret collectif
- Au sein de l'équipe : quelles informations ? Avec quels professionnels ? Comment (mail, fax, téléphone…) ? Et avec les professionnels de santé extérieurs
- Le secret face à la justice (police, gendarmerie, magistrats…)
- Avec la famille, les proches, la personne de confiance
- Les conséquences dans la prise en charge depuis les nouvelles dispositions sur la protection des données et la mise en place du Dossier Médical Partagé (loi du 26 janvier 2016)

Responsabilité juridique en cas de non-respect du secret

- Les effets de la violation du secret sur le plan humain, administratif, civil, pénal et disciplinaire
- Distinction entre les différents mécanismes et procédures juridiques
- Quelles responsabilités pour l'institution ?
- Distinction : obligation de loyauté et devoir de réserve, les sanctions applicables à l'agent en cas d'injures / diffamation envers son employeur

Méthode pédagogique :

- Support PowerPoint, vidéo, débat, articles de presse
- Cas pratiques et analyse des pratiques professionnelles

PUBLIC CONCERNE

Personnel soignant et administratif en secteur sanitaire ou ESSMS /
Prérequis : aucun

PROFIL FORMATEUR

Consultant-formateur en droit de la santé et médico-social

CONTACT

formation@mqs-formation.com

02 99 05 96 42